

# Les immigrés rapportent gros à la France

L'opération d'accueil des Marocains résidant à l'étranger "Marhaba 2011" a débuté le dimanche 5 juin. Ce sont des centaines d'immigrés qui retourneront ainsi au bercail après une année de dur labeur en ces temps où le débat sur l'immigration occupe de nouveau les devant de la scène politique et médiatique européenne.

La morosité de l'économie mondiale et la montée en puissance du chômage et de la précarité ont poussé plusieurs à poser des questions relatives aux immigrés, notamment marocains : rapportent-ils plus qu'ils en coûtent à la France ? Reçoivent-ils plus qu'ils ne contribuent ? Prennent-ils les emplois des autochtones ? Sont-ils responsables des baisses de salaires ? En effet beaucoup de Français pensent que les immigrés coûtent plus qu'ils ne rapportent à l'Etat et qu'ils ne sont pas cultivés ou diplômés. Des idées reçues largement balayées par le

rapport d'une trentaine de parlementaires ayant mandaté plus de 35 chercheurs pour mener un travail de plus d'une année sur les différents aspects de la politique migratoire et de ses aspects macroéconomiques.

Concernant le volet emploi, toutes les études montrent que la grande majorité des migrants arrivants créent leur propre emploi. Le travail des immigrés ne « concurrencerait » qu'une fraction du salariat issu des anciennes vagues d'immigration.

Le rapport a mis en évidence également le fait que les immigrés sont concentrés dans la population active de la société et qu'un immigré cotise en moyenne plus qu'un Français : 2.250 euros de cotisations sociales pour un étranger, contre 1.500 euros pour un Français. Ceci d'autant plus que les immigrés coûtent 47,9 milliards d'€ de dépenses de protection sociale et rapportent 60,3 milliards d'€

de recettes à l'Etat.

Le taux d'activité entre des étrangers de 30 à 49 ans et des Français du même âge est sensiblement identique (90% et 95%).

Ils sont présents dans tous les secteurs de l'économie, avec une complémentarité sur le marché du travail dont les besoins sont divers en qualifications et déboursent plus en impôt qu'ils ne reçoivent.

Touchant à la question du niveau scolaire de ces immigrés, le rapport a expliqué que les profils migratoires ont également évolué et, contrairement au sens commun, ce ne sont pas les personnes les plus démunies qui peuvent émigrer.

La moyenne des diplômés immigrés et notamment de l'Afrique subsaharienne est supérieure à celle des actifs français. Il est de 40 % de diplômés de l'enseignement supérieur.

Le document a, par ailleurs, noté

que l'immigration ne va pas lutter à elle seule contre le vieillissement de la population, elle va uniquement compenser partiellement le déficit de naissance. Le rapport va plus loin, il estime que si la France optait pour une « immigration zéro », ce n'est pas 3% du PIB supplémentaire qu'il faudrait trouver à l'horizon 2050 pour financer la protection sociale, mais 5 % du PIB.

De son côté, Joël Oudinet, économiste et l'un des signataires de ce rapport, estime que l'impact de l'immigration reste très limité, même s'il peut être plus positif à long terme.

Il pense qu'il est non significatif sur l'emploi et les revenus par tête et très négligeable sur les salaires. Il touche particulièrement ceux qui sont en concurrence, c'est-à-dire les anciennes vagues d'immigrés. « Il faut raisonner et arrêter de penser toujours uniquement en termes de coût », a-t-il conclu.

**HASSAN BENTALEB**